

Session extraordinaire de l'ONU consacrée aux enfants



New York, 19-21 septembre 2001

Bulletin



unicef



Photo: © Sebastiao Salgado/Amazonas Images. Design: © UNICEF

No. 2

Juin - Juillet 2001

Les préparatifs de la Session extraordinaire consacrée aux enfants s'accélèrent à travers le monde à mesure que les gouvernements, les organisations de la société civile et les médias se mobilisent. La décision de "donner un meilleur avenir à chaque enfant" est dans le droit fil du Sommet mondial de 1990, dont les engagements seront renouvelés à New York, du 19 au 21 septembre 2001.

PRÉPARATIFS RÉGIONAUX

Les représentants qui se réuniront à New York en septembre se donneront pour tâche de concevoir un monde digne des enfants. Ils prôneront l'adhésion aux principes énoncés des droits de l'homme, ainsi que la prise de mesures susceptibles de favoriser la santé des enfants, de leur assurer une éducation de qualité et de les protéger contre les mauvais traitements, l'exploitation et la violence. Car le constat n'est pas brillant. L'examen des rapports établis par près de 135 Etats membres au cours des dix dernières années a montré que peu de progrès ont été réalisés et que, globalement, les objectifs fixés au niveau national et international n'ont

pas été atteints. Ces derniers mois, l'examen de la situation des enfants a alimenté toute une série de débats entre gouvernements et organisations de la société civile.

EN AFRIQUE ...

Les dirigeants et intellectuels africains ont fait le point sur les progrès réalisés à l'échelle du continent et ont évoqué les défis à relever au cours des dix prochaines années. Cet examen est d'actualité, dix ans après le Sommet mondial de 1990, l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, et huit ans après la Conférence internationale sur l'assistance à l'enfant africain.

Lors d'une série de réunions tenues en avril et en mai 2001, des chefs d'Etat et de gouvernement, des épouses de chefs d'Etat et de Gouvernement, des parlementaires, des universitaires et des enfants, ont identifié plusieurs défis majeurs : l'épidémie de VIH/SIDA ; l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé ; la protection contre les ravages du trafic d'enfants et des conflits armés ; et le besoin urgent d'améliorer les conditions de vie et de réduire la pauvreté.

Sommet des épouses de chefs d'Etat et de gouvernement sur le développement des jeunes filles

Maroc, 20-22 avril 2001 – À Marrakech, les épouses de chefs d'Etat et de gouvernement de 22 pays ont préconisé la création d'un Réseau interafricain axé sur les besoins spéciaux des jeunes filles. Elles ont analysé les obstacles culturels, sociaux et économiques qui freinent le développement des filles et ont recommandé un meilleur accès à l'éducation, ainsi que l'adoption de lois strictes contre les mutilations sexuelles, le trafic d'enfants, la discrimination et les mauvais traitements. Elles ont aussi plaidé en faveur d'un soutien à la Session extraordinaire consacrée aux enfants.

Sommet de l'OUA sur le VIH/SIDA, la tuberculose et autres maladies infectieuses liées

Nigeria, 24-27 avril – Reconnaisant les ravages de la pandémie et la menace qu'elle constitue pour l'avenir du continent, 17 chefs d'Etat et 13 représentants de pays africains ont forgé une alliance contre leur nouvel ennemi commun - le VIH/SIDA - au Sommet de l'OUA tenu à Abuja.

Engageant leur responsabilité personnelle, les participants ont promis de consacrer au moins 15 % de leur budget annuel à la lutte contre le VIH/SIDA, la

TABLE DE MATIÈRES

1-5	PRÉPARATIFS RÉGIONAUX
5-6	ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
6-7	L'ENGAGEMENT DES ENFANTS ET DES JEUNES
7	DIRE OUI POUR LES ENFANTS
8	"UN MONDE DIGNE DES ENFANTS"
8	"NOUS, LES ENFANTS"

tuberculose et autres maladies infectieuses liées au VIH. Pour pallier l'urgence de la situation, des médicaments génériques seront importés et/ou fabriqués, de préférence en partenariat avec des donateurs et des compagnies de produits pharmaceutiques.

Estimant qu'il faudrait de 7 à 10 milliards de dollars par an pour lutter efficacement contre le SIDA, le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan a demandé la création d'un Fonds mondial d'affectation spéciale. Cette proposition a été favorablement accueillie lors des préparatifs de la Session extraordinaire de juin consacrée au VIH/SIDA.

Forum panafricain de l'OUA sur l'avenir des enfants en Afrique

Égypte, 28-31 mai 2001 – Un Forum panafricain spécial sur l'avenir des enfants en Afrique a été organisé par l'OUA et le gouvernement égyptien. Les participants ont recommandé qu'une alliance rassemblant des gouvernements, des organisations de la société civile et des jeunes soit formée pour défendre les droits et enfants et agir en leur nom dans le cadre du Mouvement mondial en faveur des enfants. La Première dame d'Égypte, S.E. Suzanne Moubarak, a invité les épouses des chefs d'État et de gouvernement d'autres pays d'Afrique, ainsi que des personnalités éminentes et des enfants, à y participer.

Malgré les progrès importants réalisés ces dix dernières années, les indicateurs sociaux continuent de faire apparaître un recul marqué du bien-être social et économique des enfants africains. Les raisons principales en sont la pauvreté, les conflits et le VIH/SIDA. Le Forum, soucieux d'analyser les échecs et de fixer des cibles pour la prochaine décennie, a donc examiné des questions telles que la survie et le développement des enfants ; les enfants dans les conflits armés ; le rôle essentiel de l'éducation ; les enfants et les jeunes en tant qu'acteurs du changement ; les questions de direction et de responsabilité ; et le droit à l'information et à la technologie.

Sur une proposition de la Commission pour l'emploi et les affaires sociales de l'OUA, le Forum a adopté une position africaine commune comme contribution à la Session extraordinaire de l'ONU. Son objectif à long terme est de garantir aux enfants africains une vie meilleure au XXI^e siècle. Rappelons par ailleurs que les États africains ont été parmi les premiers pays à ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'interdiction des mines anti-personnel.

DANS LES AMÉRIQUES ET LES CARAÏBES...

Le Consensus de Kingston: 5e réunion ministérielle sur les enfants et la politique sociale dans les Amériques

Jamaïque, 13 octobre 2000 – Le Consensus de Kingston signé en octobre concrétise l'engagement pris par les pays de la région pour aider les enfants à réaliser tout leur potentiel en appliquant des mesures qui reconnaissent leurs droits individuels. À cette fin, les signataires élaboreront un Programme futur en faveur des enfants des Amériques et se sont engagés à signer, ratifier et

mettre en œuvre les traités internationaux des droits de l'homme qui protègent plus particulièrement les droits des enfants.

Ils ont aussi promis de s'attaquer au cycle intergénérationnel de la pauvreté ; à l'exclusion et la discrimination à l'encontre des groupes ethniques, autochtones et autres ; et de protéger les enfants contre l'exploitation et les mauvais traitements.

Les gouvernements se sont en outre engagés à forger des alliances avec la société civile afin d'identifier les valeurs qui fondent le respect des droits de l'homme, dans un pacte d'égalité, de paix, de tolérance, de justice, de solidarité et d'égalité des sexes. Le Consensus de Kingston préconise l'accès universel à des services intégraux de santé et d'éducation et l'affectation de ressources plus importantes en faveur de la petite enfance. Il reconnaît aussi que le développement humain est largement tributaire du respect des droits des enfants.

La Déclaration de Panama sur les enfants et les adolescents : 10e Sommet des présidents et chefs d'État ibéro-américains

Panama, 18 décembre 2000 – La Déclaration de Panama sur les enfants et les adolescents, signée par 21 présidents et chefs d'État ibéro-américains, a montré que la région était déterminée à promouvoir les droits des enfants et à affirmer leur identité.

La Déclaration fait état de certains progrès récents dans les pays d'Amérique. Elle cite, entre autres, la réduction de la mortalité des enfants et des nourrissons, l'éradication de certaines maladies évitables, la hausse du taux d'inscription scolaire, l'achèvement des études primaires et le recul de l'analphabétisme. Mais elle reconnaît la persistance de niveaux élevés de pauvreté, de l'exclusion socio-économique et des inégalités, ainsi que l'insuffisance de la couverture de santé et des services d'éducation.

La Déclaration contient aussi la promesse d'améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et d'instaurer l'enseignement gratuit et obligatoire pour tous les enfants d'ici à 2015 ; de réduire la mortalité des mères d'au moins 50 % d'ici à 2010 ; de financer les recherches sur la prévention, le traitement et le contrôle du VIH/SIDA et d'adopter une législation plus sévère régissant le trafic ou l'enlèvement d'enfants, la vente d'organes humains et l'exploitation sexuelle des enfants.

Le Sommet a chargé la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC), en coordination avec le secrétariat ibéro-américain intérimaire et l'UNICEF, d'évaluer la situation des enfants dans la région et d'identifier les objectifs d'un Programme futur en faveur des enfants. Ce rapport alimentera les débats qui s'engageront avant et après la Session extraordinaire consacrée aux enfants.

EN ASIE DE L'EST ET DANS LE PACIFIQUE...

La Déclaration de Pékin sur les engagements en faveur des enfants pour 2001- 2010: 5e Consultation ministérielle sur l'avenir des enfants

Chine, 14-16 mai 2001 – Les gouvernements des pays d'Asie de l'Est et du Pacifique se sont engagés à axer leurs programmes

nationaux sur le bien-être général des enfants – “l’indicateur le plus important du progrès économique et social”. Cette décision a été prise à la 5e Consultation ministérielle sur l’avenir des enfants qui s’est tenue à Pékin en mai. Des représentants de l’UNICEF, d’agences de développement, de pays donateurs, d’organisations non gouvernementales (ONG) étaient présents.

Le vice-premier ministre chinois Li Lanqing a donné le ton de la réunion en déclarant: “Les enfants sont notre avenir. Leur bien-être est le fondement de la croissance durable de notre nation. Aimer les enfants, les protéger et leur prodiguer des soins est une priorité nationale de longue date”. La conseillère d’État Madame Wu Yi, qui présidait la Consultation, a exhorté les participants à élaborer “un plan en faveur de la nouvelle génération”.

Cette consultation de haut niveau était la cinquième organisée dans la région pour évaluer les progrès accomplis depuis le Sommet mondial. Et pour la première fois, des jeunes de la région, dont plusieurs étaient membres officiels des délégations gouvernementales, ont pu prendre part aux débats. Ils ont présenté les résultats d’un forum régional tenu en Thaïlande en avril et ont cité une liste de mesures à prendre en priorité pour garantir les droits des enfants. Les participants ont aussi été informés des conclusions d’un sondage d’opinion réalisé auprès de 10 000 enfants et adolescents dans 17 pays et territoires de la région. Si les jeunes sont en général optimistes pour leur l’avenir, ils sont encore nombreux à tout ignorer du VIH/SIDA et des moyens de s’en protéger.

La Déclaration de Pékin reconnaît “la menace imminente de l’épidémie de VIH/SIDA” et demande aux gouvernements de prendre des mesures générales pour endiguer sa progression. On estime qu’il y a environ 2,4 millions de personnes infectées dans la région de l’Asie de l’Est et du Pacifique, et ce nombre devrait considérablement augmenter dans les années à venir.

La Déclaration préconise qu’une part plus importante des budget nationaux soit affectée à la prestation de services sociaux. Elle exhorte aussi les gouvernements à donner à tous les enfants le meilleur départ possible dans la vie en leur offrant des soins et une éducation de base de bonne qualité, ainsi que la possibilité de développer les aptitudes individuelles nécessaires pour participer à la société.

Les délégués ont aussi évoqué les niveaux élevés de malnutrition des enfants, la forte mortalité des mères et le trafic des femmes et des enfants, ainsi que le besoin d’améliorer l’accès à de l’eau potable et à l’assainissement.

“L’éducation des filles représente plus qu’un investissement rentable, qu’une question économique ou qu’une aspiration louable des sociétés”, a déclaré Carol Bellamy, Directrice générale de l’UNICEF, à la Consultation ministérielle de Pékin. “L’éducation est un droit stipulé par des accords internationaux qui vont de la Déclaration universelle des droits de l’homme à la Convention relative aux droits de l’enfant”.

EN ASIE DU SUD...

L’Accord de Katmandou: investir pour les enfants en Asie du Sud

Népal, 22-23 mai 2001 - Le besoin urgent d’investir pour les enfants – dans les domaines de l’éducation, de la protection et de la santé – a été analysé dans le cadre d’une réunion des ministres des Finances et de la Planification, de chefs d’entreprise et d’enfants de sept pays d’Asie du Sud. L’Accord de Katmandou définit les moyens à mettre en œuvre pour investir tout au long du cycle de vie des enfants, faire meilleur usage des ressources existantes, augmenter le montant des investissements et mettre l’accent sur les résultats.

Il est ressorti des débats que les gouvernements seuls ne sont plus en mesure d’atteindre les objectifs de développement social de leur nation. Les participants ont donc préconisé de nouvelles alliances – avec le secteur privé, les organisations de la société civile, des partenaires internationaux, des individus et des enfants, aussi bien filles que garçons – afin de mobiliser les ressources nécessaires.

Selon M. Ram Sahran Mahat, ministre des Finances du Népal, les enfants et les jeunes ont apporté une contribution essentielle à la réunion: “Les agents du changement ont donné le ton de la Conférence en présentant leur vision du monde”, a-t-il déclaré.

Les participants ont promis d’aborder certaines questions clés telles que celles du leadership ; de la participation des enfants en tant qu’agents du changement ; de la mobilisation des ressources ; et des partenariats avec le secteur privé et la société civile.

Cette réunion de haut niveau faisait suite à une consultation de deux jours menée auprès de chefs d’entreprise de sept pays de l’Association d’Asie du Sud pour la coopération régionale. Représentant l’influence et le pouvoir du secteur privé, ces leaders avaient tous soutenu dans le passé diverses initiatives du secteur des affaires dans le domaine social. Mais cette réunion leur a offert l’occasion de se rencontrer et de dialoguer directement avec des enfants. Ils ont déclaré qu’ils étaient prêts à affecter des ressources en faveur des enfants dans le cadre d’un partenariat égal avec les jeunes et les gouvernements.

EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE...

L’Engagement de Berlin – la Conférence sur les enfants en Europe et en Asie centrale

Allemagne, 16-18 mai 2001 – Des délégués de plus de 50 pays d’Europe, d’Asie centrale et du Saint-Siège réunis pour la première fois à Berlin ont adopté un Engagement définissant des objectifs et des cibles à atteindre en faveur des enfants au cours des dix prochaines années. La portée exceptionnelle de la réunion tenait en partie à la diversité des pays représentés. Il y avait à la fois des économies de marché bien établies, des candidats à l’intégration à l’Europe occidentale et des pays en proie aux problèmes de la survie des enfants, du développement

et de la pauvreté. Les conflits récents qui ont éclaté dans 11 pays de la région ont aussi provoqué des bouleversements considérables dont les conséquences se sont fait particulièrement sentir sur les femmes et les enfants.

L'Engagement de Berlin définit 20 mesures prioritaires pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la violence et les mauvais traitements et les graves conséquences de la transition dans certains pays. Il aborde aussi les questions de la santé et de l'environnement, de la justice intergénérationnelle, de l'éducation et de la possibilité, pour les enfants, de participer aux décisions qui les concernent. Il souligne que les investissements en faveur des enfants sont essentiels à la paix et à la prospérité de toute société et préconise une collaboration active avec tous les acteurs de la société civile.



Logo de la Conférence de Berlin sur les enfants d'Europe et d'Asie centrale

Les premiers résultats du Sondage des jeunes, une vaste étude réalisée auprès de plus de 90 millions d'enfants de 35 pays d'Europe et d'Asie centrale, ont aussi été présentés à la Conférence. 6 sur 10 enfants interrogés ont déclaré être victimes de violences ou de comportements agressifs dans leur foyer et près de la moitié d'entre eux estimait ne pas avoir suffisamment d'informations sur le VIH/SIDA.

“Pour améliorer durablement l’avenir de nos enfants, nous devons accorder la plus haute priorité au respect de leurs droits”, a déclaré Slatko Lagumdzija, ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine. “Et nous ne pourrons pas effectuer ce changement sans garantir les droits et le bien-être de tous les enfants, et leur offrir tout ce dont ils ont besoin pour grandir dans la paix et sans peur”.

La Conférence était organisée par les gouvernements de Bosnie-Herzégovine et d'Allemagne avec le soutien de l'UNICEF. Des représentants de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, du système des Nations Unies, des ONG et des jeunes y ont participé. La réunion a marqué l'aboutissement d'un vaste processus de consultation mené auprès de responsables et de militants à tous les niveaux de la société.

AU MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD...

Un monde arabe digne des enfants: le Colloque régional sur les enfants

Liban, 24-27 avril 2001 – Le Colloque régional sur les enfants organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la Ligue des États arabes et l'UNICEF a adopté un Plan d'action intitulé: “Un monde arabe digne des enfants”. Plus de 200 personnes venant de 16 pays, ainsi que plusieurs organisations de la société civile, y ont assisté. Les participants comprenaient plus de 90 experts et 15 jeunes gens, outre des professionnels des médias et des représentants des agences de l'ONU. De jeunes reporters ont assuré la couverture des débats pour le compte de plusieurs journaux et chaînes de télévision.

Les participants ont examiné la situation des enfants au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ils ont soulevé des questions telles que la santé, la petite enfance, l'accès à une éducation de qualité, la pauvreté et le travail des enfants, les conflits armés, la violence contre les femmes et les enfants, les technologies de l'information et les médias pour les enfants, l'éducation des filles, les jeunes et les enfants ayant des besoins spéciaux. Le Colloque a présenté l'Appel à l'action lancé par le Forum régional de la jeunesse tenu à Aman, Jordanie, en novembre 2000, ainsi que les recommandations du Forum régional de la société civile arabe. Ces deux réunions comptent parmi les manifestations régionales organisées en préparation de la Session extraordinaire de septembre.

De nouveaux partenariats ont été formés à l'issue du Colloque. En outre, les représentants des gouvernements ont décidé de collaborer pour créer un Comité de suivi. L'étape suivante sera la Conférence arabe de haut niveau sur les enfants qui aura lieu au siège de la Ligue des États arabes en juillet.

Examen régional du financement des programmes pour les enfants

Conférence des ministres des finances arabes et africains

Maroc, 21-23 mai 2001 – Les ministres des Finances de 39 pays arabes et africains réunis à Marrakech ont étudié la question du financement des initiatives en faveur des enfants. Des représentants de haut niveau des agences de l'ONU et des institutions financières du monde arabe et africain ont participé aux débats. La contribution des représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international a été particulièrement remarquée. Les participants ont évoqué le rôle du secteur privé marocain dans la recherche de ressources supplémentaires en faveur des enfants. Un groupe d'ONG et d'institutions locales ont également examiné leurs responsabilités dans ce domaine.

Dans un message lu aux délégués par Carol Bellamy, Directrice générale de l'UNICEF, le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan a expliqué que les blessures physiques, psychologiques et intellectuelles infligées aux enfants les font souffrir toute leur vie et contribuent à perpétuer le cycle de la pauvreté. Mme Bellamy a ensuite cité en exemple les avantages que procurent notamment les investissements en faveur de l'éducation des filles.

Les participants ont exhorté les ministres des Finances à faire un usage plus efficace des budgets nationaux afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles pour les enfants. Ils ont recommandé, entre autres, la création de "Comités nationaux des budgets pour enfants" auxquels participeraient à la fois les ministères du gouvernement, la société civile, le secteur privé, l'UNICEF et les jeunes. Leur rôle serait de faire pression pour obtenir la

création de budgets en faveur des enfants et l'affectation de ressources existantes en faveur d'un "monde digne des enfants".

Les participants ont aussi proposé que des études soient faites pour mesurer l'impact des politiques gouvernementales sur les enfants. Ils ont en outre posé le principe d'une "responsabilité nationale en matières de financement des projets en faveur des jeunes". Ils ont recommandé que des partenariats soient formés avec des ONG et des institutions locales, dans le cadre d'initiatives du secteur privé, et ont prôné une coopération internationale accrue. Les participants ont demandé aux pays développés de tenir leur promesse en matière d'aide au développement. Ces derniers se sont en effet engagés à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'assistance extérieure et ont approuvé l'Initiative 20/20, ainsi que la conversion de la dette, entre autres.

La Conférence était présidée par Sa Majesté le roi Mohammed VI du Maroc. De nombreux chefs d'État et M. Nelson Mandela y ont participé.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les Organisations non-gouvernementales (ONG) et les Organisations de la Société civile ont également été très actives dans la préparation de la Session Extraordinaire.

EN AFRIQUE...

Chefs traditionnels - Colloque sous-régional sur la survie, le développement et la protection des enfants

Niger, 11-13 avril 2001 – Les chefs traditionnels de 8 pays d'Afrique de l'Ouest se sont réunis à Niamey, Niger, à l'occasion du Colloque sous-régional sur la survie, le développement et la protection des enfants. Outre leur rôle essentiel dans la promotion des droits des enfants, les participants ont évoqué les initiatives à prendre pour lutter contre la poliomyélite et faire vacciner tous les enfants. Des stratégies visant à décourager les mutilations sexuelles et autres pratiques culturelles qui nuisent à la santé des femmes, les mariages précoces et le trafic d'enfants, ont aussi été envisagées.

Les participants ont recommandé, entre autres, la création d'une organisation sous-régionale de chefs traditionnels chargée de promouvoir et de défendre les droits des femmes, ainsi que la formation d'une association de défense des droits de l'enfant. Les chefs traditionnels ont aussi promis d'intensifier la lutte contre le paludisme et le VIH/SIDA.

Les chefs traditionnels ont également mis cette occasion à profit pour adhérer à

la campagne *Dire oui* et voter en faveur des dix impératifs contenus dans l'Appel à la participation. Le Colloque était organisée par l'Association des chefs traditionnels et l'UNICEF Niger.

AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD...

La Déclaration de Rabat – Forum régional arabe de la société civile sur les enfants

Maroc, 15-19 février 2001 – La Déclaration de Rabat définit les domaines de coopération des gouvernements et de la société civile dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord afin d'améliorer les conditions de vie des enfants. Elle a été rédigée au Forum régional arabe de la société civile, auquel ont participé plus de 200 personnes venues de 21 pays, ainsi que 10 organisations régionales et internationales.

Les participants se sont particulièrement intéressés au développement des enfants. Ils ont défini des

cadres d'action, fixé des priorités régionales et identifié des mécanismes destinés à améliorer la situation des enfants dans les pays arabes. Ils ont aussi élargi le cercle des partenaires et ont défini un cadre de coopération future.

La Déclaration de Rabat stipule les modalités concrètes de la coopération des ONG et des organisations de la société civile comme suit : 1) Elles travailleront en coordination et en partenariat ; 2) Elles exhorteront les organisations régionales et internationales, ainsi que les États, les gouvernements et les dirigeants du monde entier, à adhérer strictement à la Convention relative aux



Forum de la société civile, Maroc

droits de l'enfant ; 3) L'avenir des enfants ne pourra être construit qu'avec leur accord et leur participation ; 4) Elles s'engageront une nouvelle fois à demander la levée des sanctions et l'arrêt des boycottages, et exigeront la

cessation des guerres, des conflits armés et de l'occupation.

Le Forum, organisé sous les auspices de Sa Majesté le roi Mohammed VI du Maroc, a été organisé par le Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-

Orient et l'Afrique du Nord, et comptait parmi ses participants le Conseil arabe pour l'enfance et le développement du Caire, l'Institut arabe des droits de l'homme de Tunis et l'Observatoire national des droits de l'enfant, à Rabat.

L'ENGAGEMENT DES ENFANTS ET DES JEUNES

Dans le monde entier, les enfants ont joué un rôle important pour formuler les recommandations adoptées en leur faveur à la veille de la Session extraordinaire...

DANS LA RÉGION DE L'ASIE DE L'EST ET DU PACIFIQUE ...

Forum des enfants et des jeunes

Thaïlande, 24-26 avril 2001 – Des enfants d'Asie de l'Est et du Pacifique se sont réunis en avril pour évoquer leurs problèmes

manque d'accès à l'information et les problèmes liés aux inégalités sexuelles, culturelles et géographiques.

Pour remédier à la situation, les jeunes ont demandé aux gouvernements d'élaborer des plans d'actions nationaux annuels et de convier des ONG, des organisations communautaires et des enfants à participer à leur formulation et à leur mise en œuvre.



Photo utilisée lors du lancement de la campagne "Dire oui pour les enfants", Manille, Philippines.

et formuler des recommandations qui ont ensuite été présentées à la 5e Consultation ministérielle régionale sur l'avenir des enfants à Pékin au mois de mai. Plus de 40 enfants de 11 à 18 ans se sont rendus à Jomtien, Thaïlande, pour assister à la première de trois conférences régionales qui rassemblait des jeunes du Cambodge, de Chine, d'Indonésie, de Malaisie, de Mongolie, du Myanmar, des Philippines, de la République démocratique populaire de Lao, de Thaïlande et du Vietnam. Les débats ont porté sur quatre questions clés : les problèmes des jeunes dans la région tels qu'ils sont apparus dans les Rapports de fin de décennie dressés par les gouvernements ; leur vision d'un monde idéal et le projet de conclusion "Un monde digne des enfants" ; les défis à relever par la région ; et les recommandations faites aux gouvernements et aux ONG.

Les problèmes principaux des enfants et des jeunes dans la région étaient les suivants : un accès insuffisant ou inexistant à l'éducation et les mauvais traitements infligés aux enfants par les maîtres d'école ; le fort niveau de malnutrition et le manque de services de santé de base ; l'exploitation et la violence dont ils sont victimes ; la protection inadéquate des enfants, leur participation insuffisante aux décisions qui les concernent ; le

Les enfants ont aussi demandé aux ONG de soutenir l'action des gouvernements tout en continuant à mener leurs propres activités pour garantir les droits des enfants.

EN ASIE DU SUD...

"Les Agents du changement" participent à la consultation sur les investissements en faveur des enfants d'Asie du Sud

Népal, 22-23 mai – "Nous voulons un monde où les garçons et les filles, les enfants normaux et handicapés, riches et pauvres soient traités en égaux. Nous voulons vivre dans un milieu sain et propre. Et nous voulons une éducation de bonne qualité et la possibilité de jouer, au lieu de travailler". Voilà la vision de l'avenir que les « Agents du changement », un groupe d'enfants de sept pays d'Asie du Sud, ont présentée à des hommes d'affaires lors d'une consultation spéciale organisée à Katmandou. Les Agents du changement, ont engagé un dialogue animé sur les responsabilités du secteur des affaires dans le domaine social.

EN EUROPE...

Vers un agenda pour les jeunes d'Europe et d'Asie centrale

Hongrie, 23-29 avril 2001 – “Si je pouvais changer une chose, ce serait que les enfants et les jeunes participent aux décisions qui les concernent. Il devrait y avoir un conseil de jeunes pour chaque conseil du gouvernement. Nous pourrions alors donner notre avis sur les mesures que prennent les dirigeants”. Cette opinion, parmi tant d’autres, fut exprimée au Forum organisé à Budapest sur le thème “Vers un agenda pour les jeunes d’Europe et d’Asie centrale”. Plus de 50 enfants et adolescents venant de 27 pays d’Europe et d’Asie centrale ont préparé une lettre commune adressée aux représentants des gouvernements réunis à Berlin au mois de mai. Dans ce document, ils expliquaient le rôle que devaient jouer, selon eux, les gouvernements, les ONG et les jeunes pour éliminer la pauvreté, améliorer les systèmes d’éducation et préserver la paix.

Le Forum a été organisé par l’UNICEF, Save the Children et le Centre européen de la jeunesse de Budapest du Conseil de l’Europe. Les délégués, qui avaient tous entre 14 et 18 ans, ont examiné des questions allant de la pauvreté, de l’abus de drogue et du VIH/SIDA à la participation des jeunes, ainsi que les problèmes du chômage, de la discrimination, de l’exploitation et des mauvais traitements.

Selon la Directrice régionale de Save the Children pour l’Europe, Mme Judy Lister, ce forum a été une expérience extraordinaire. “Ces jeunes qui venaient de se rencontrer ont rapidement formé une équipe soudée et ont formulé des propositions viables pour régler les problèmes qui les concernent. Peu d’adultes auraient pu en faire autant dans les mêmes circonstances”.

AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD...

Forum régional de la jeunesse du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord sur les problèmes du XXI^e siècle

Jordanie, 1er novembre 2000 – Dans un Appel à l’action, 70 jeunes de 16 pays du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord ont

formulé des recommandations spécifiques dans les domaines de l’éducation, de la santé, de l’emploi, des relations entre jeunes et adultes, du rôle des garçons dans la société, de la perception des jeunes dans les médias et des enfants victimes de la violence. Les jeunes ont assisté à un Forum régional organisé à Amman avec le soutien de la reine Rania de Jordanie, qui a toujours défendu les droits des enfants, tant dans son pays que dans la région.



La reine Rania Al-Abdallah de Jordanie, qui a soutenu le Forum, entourée de jeunes participants.

À la cérémonie de clôture, les participants ont affirmé que les jeunes sont des agents du changement et doivent participer à toutes les initiatives visant à éliminer les inégalités, la violence et l’injustice qui portent atteinte aux droits de l’homme et au développement humain.

Le Forum régional de la jeunesse a été organisé conjointement par le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord de l’UNICEF et le Centre d’information pour femmes de la princesse Basma à Amman. Des personnes-ressources et des formateurs ont été mis à sa disposition par l’Institut Canaan de pédagogie à Gaza.

DIRE OUI POUR LES ENFANTS

Dire oui pour les enfants a fourni le thème de rassemblements, de défilés, de concerts et de spectacles des rues, ainsi que de spots télévisés et radiodiffusés en avril et en mai de cette année, dans le cadre de campagnes locales et nationales lancées dans plus de 70 pays pour inaugurer le Mouvement mondial en faveur des enfants. Cette initiative est un effort international de collaboration qui regroupe des gouvernements, des organisations et des individus déterminés à améliorer la

vie des enfants partout dans le monde. Elle a été conçue par six organisations : le Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), Netaid.org Foundation, PLAN International, Save the Children, le Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF) et World Vision.

Dans le cadre de la campagne *Dire oui pour les enfants*, des centaines de milliers de personnes expriment leur soutien et votent pour le droit des enfants à grandir en bonne santé, dans la paix et la dignité.

Le vote s’effectue sur le site Web du Mouvement : (www.gmfcc.org). Les dix impératifs ou obligations envers les enfants associés à la campagne sont les suivants : n’exclure aucun enfant ; donner la priorité aux enfants ; s’occuper de chaque enfant ; lutter contre le VIH/SIDA ; mettre fin à l’exploitation des enfants et au mal qui leur est fait ; écouter les enfants ; éduquer tous les enfants ; protéger les enfants de la guerre ; protéger la terre pour les

enfants ; et lutter contre la pauvreté en investissant pour nos enfants.

La campagne *Dire oui pour les enfants* a déjà eu un impact retentissant et a permis de rassembler des personnes du monde entier. Au Mozambique, au début du mois d'avril, une équipe de tournage a filmé Nelson Mandela, Graça Machel et Kamo Masilo, un petit Sud-africain de 12 ans, en train d'adhérer en ligne au Mouvement mondial en faveur des enfants.

En Turquie, Mme Nane Annan, épouse du Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, a assisté à une réunion où des représentants d'enfants de 41 pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, ainsi que de la Communauté d'États indépendants et des Pays baltes, ont demandé aux pays de prendre des mesures concrètes et de faire de la protection des enfants leur principale priorité. Mme Annan a ensuite voté pour Dire oui.

À Mexico, des milliers d'enfants, de jeunes gens et d'adultes se sont rassemblés pour exprimer leur soutien, tandis qu'en Chine, la campagne *Dire oui pour les enfants* était inaugurée par un banquet organisé au Palais du peuple à Pékin.

Les résultats de la campagne *Dire oui pour les enfants*, recueillis sur le site Web et sur les formulaires imprimés, seront présentés aux délégués lors de la Session. Étant donné que les adhérents identifient aussi trois problèmes qu'ils considèrent comme prioritaires dans leur pays, l'analyse de ces opinions révélera les souhaits du public et servira à informer les décisions prises en matière d'orientation politique et de programmes.



APRES LA SESSION EXTRAORDINAIRE

La campagne *Dire oui pour les enfants* et la Session extraordinaire de l'ONU ne sont que les volets les plus visibles du nouveau Mouvement mondial en faveur des enfants. S'appuyant sur la Convention relative aux droits de l'enfant, ce nouveau Mouvement s'est donné pour mission de transformer le

monde afin que les enfants soient aimés et protégés et puissent exercer pleinement tous leurs droits. Bien que le Mouvement ait été lancé à l'initiative de six organisations, il puise sa force collective dans le travail de centaines d'ONG et d'autres organisations internationales, ainsi que de milliers d'individus qui se sont engagés à faire respecter les droits des enfants.

Pour plus d'informations sur le Mouvement mondial en faveur des enfants, visitez les sites : www.gmfc.org ou www.unicef.org

“ UN MONDE DIGNE DES ENFANTS ”

Le Deuxième projet de conclusion révisé de la Session extraordinaire : “ Un monde digne des enfants ” du 17 mai 2001 a été rédigé par le bureau du Comité préparatoire en tenant compte des commentaires des États membres, des agences des Nations Unies et des ONG recueillis lors de consultations informelles récentes au siège de l'ONU à New York. Ce rapport est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.unicef.org/specialsession/>

“ NOUS, LES ENFANTS ”

Le Rapport du Secrétaire général, « Nous, les enfants : examen de fin de décennie du suivi du Sommet mondial pour les enfants » est aussi disponible à l'adresse suivante :

<http://www.unicef.org/specialsession/>

Ce document accompagne le projet de conclusion « Un monde digne des enfants » et comprend un examen de la mise en œuvre et des résultats de la Déclaration et du Plan d'action adoptés lors du Sommet mondial pour les enfants, ainsi que des recommandations sur les mesures à prendre à l'avenir. Il exploite une vaste série de sources, notamment des analyses des données recueillies annuellement pendant la décennie sur des indicateurs pertinents ; des rapports d'examen de fin de décennie soumis par les pays, des agences des Nations Unies et d'autres organisations internationales ; et les conclusions des processus régionaux. Ce rapport sera examiné à la réunion de fond du Comité préparatoire (11-15 juin) et présenté sous forme révisée à la Session extraordinaire en septembre 2001.

Pour en savoir plus sur la Session extraordinaire:

Visitez le site Web de l'UNICEF

Des informations complètes et à jour sur les préparatifs de la Session extraordinaire sont affichées sur les pages suivantes:

Anglais: <http://www.unicef.org/specialsession/>

Français: <http://www.unicef.org/french/specialsession/>

Espagnol: <http://www.unicef.org/spanish/specialsession/>

Arabe: <http://www.unicef.org/arabic/ga/children/>

Chinoise: <http://www.un.org/chinese/events/children/>

Russe: <http://www.un.org/russian/document/gadocs/27spec/>

Où adressez-vous au:

- UNICEF, 3 UN Plaza,
New York, NY 10017, USA.
Fax: (1-212) 303-7992
- L'Équipe chargée de la facilitation auprès des ONG
Maison de l'UNICEF, 3 UN Plaza,
New York, NY 10017, USA.
Fax: (1-212) 824-6466 ou 303-7990 ou 326-7594